



Louise Arbour

31^e GOUVERNEURE GÉNÉRALE DU CANADA

Prise de fonction : Juin / Juillet 2026

Repères Nationaux

Capitale : Ottawa

Régime politique : Monarchie constitutionnelle parlementaire

Démographie : ~40 millions d'habitants

Langues officielles : Français et Anglais





1947-1971

Une vocation juridique pionnière

- Née à Montréal (1947), elle choisit le droit à une époque où les femmes y sont rares.
- Licence en droit avec distinction à l'Université de Montréal (1970) et direction d'un journal étudiant au ton irrévérencieux.
- Admise au Barreau du Québec en 1971.

1972 – 1987

L'engagement académique et sociétal

1972-1987 : Professeure puis vice-doyenne
à la Osgoode Hall Law School (Toronto).

1974 : Officier de recherche pour la
Commission de réforme du droit.

1977 : Admission au Barreau de l'Ontario.

1985 : Vice-présidente de l'Association
canadienne des libertés civiles.



L'exigence de la justice (1987 - 1995)

L'Ascension : Nommée juge à la Cour suprême (1987) puis à la Cour d'appel de l'Ontario (1990).




L'Impact : Elle préside en 1995 l'enquête publique sur la prison des femmes de Kingston. Son rapport sévère provoque la **fermeture définitive de l'établissement en 2000.**



1996 : La redéfinition de la justice mondiale

- Nommée procureure en chef du TPIY et du TPIR.
- **Rupture historique** : Première inculpation d'un chef d'État en exercice (Slobodan Milosevic) **pour crimes contre l'humanité.**
- **Jurisprudence** : Elle intègre officiellement les agressions sexuelles au rang de crimes contre l'humanité.



1999 – 2004

Le sommet de la magistrature nationale

- Entrée en fonction comme juge à la Cour suprême du Canada en septembre 1999.
- Reconnue pour sa rigueur institutionnelle et son audace.
- Ses prises de position fermes, et parfois dissidentes, influencent profondément l'évolution du droit canadien.

Note : L'année de sa nomination, elle reçoit 17 doctorats honoris causa.

La diplomatie des droits humains



2004

Départ de la Cour suprême et nomination comme Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme.

2009

Devient Présidente-directrice générale de l'International Crisis Group.

2017

Nommée Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les migrations internationales.



Un héritage honoré

Distinctions Nationales

Compagnon de l'Ordre du Canada (2007)

Grande officière de l'Ordre national du Québec (2009)

Commandeure de l'Ordre de Montréal (2023)

Rayonnement International

Commandeur de la Légion d'honneur (2012)

Prix Tang pour l'État de droit (2016)

En 2026, l'Institut d'études internationales de Montréal rebaptise sa plus haute distinction Prix Louise-Arbour.

5 Mai 2026



La nomination vice-royale

- Annonce par le Premier ministre Mark Carney de sa nomination pour succéder à Mary Simon.
- Parfaitement bilingue (français et anglais), elle accepte la charge avec un sens profond du devoir.
- Elle défend publiquement l'institution de la monarchie constitutionnelle parlementaire, qui a extrêmement bien servi le Canada, tout en rejetant le qualificatif péjoratif de monarchiste.



Son Excellence la très honorable Louise Arbour

REPRÉSENTANTE OFFICIELLE DU ROI CHARLES III AU CANADA

Entrée en fonction : Été 2026.

Une vie consacrée au droit, au service de la nation et de la justice internationale.